Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Nucleaire-la-droite-contaminee-la



**1er janvier 2004**

# Nucléaire : la droite contaminée, la gauche désagrégée

Lyon Capitale
Janvier 2004

Nucléaire

Leader dans le domaine de l'énergie nucléaire, la région Rhône-Alpes est au coeur du débat sur le renouvellement du parc nucléaire français. Un sujet explosif qui divise fortement la gauche.

Nucléaire
la droite contaminée, la gauche désagrégée

Ils étaient 15 000 à défiler, samedi dernier, dans les rues de Paris pour protester contre les réacteurs nouvelle génération EPR (voir Mots clés). Aux côtés de militants venus d'Allemagne (qui a décidé de sortir du nucléaire) et de Finlande (qui a récemment commandé un EPR), les antinucléaires français ont marché à reculons, symbole d'un EPR "retour en arrière". Une manifestation d'envergure contre un projet pharaonique. Et un enjeu électoral de taille. Au-delà du prix à l'unité du réacteur (1,5 milliards d'euros), c'est une phase stratégique de sa politique énergétique qu'aborde le gouvernement. A savoir le renouvellement éventuel de son parc nucléaire (voir Chiffres clés). Deux alternatives sont possibles : soit on continue dans la dynamique nucléaire, à grands coups de milliards, soit on tente l'équilibre énergétique par un développement plus ambitieux des énergies renouvelables. L'enjeu est crucial et Rhône-Alpes est à la croisée des chemins. Avec quatre

centrales et quatorze réacteurs nucléaires en activité - autant que la Belgique et la Chine réunies - la région est de loin la plus nucléarisée de France et l'une des plus équipées de la planète. Tous les acteurs de la filière électronucléaire sont représentés, de la recherche à la maintenance nucléaire. Soit 47 000 emplois directs et indirects. La région a même fait de l'élaboration et de la transformation des matières nucléaires une de ses spécialités. Chaque année, près du quart de la production nationale d'électricité d'origine nucléaire est produite entre l'Ain, l'Isère, la Drôme et l'Ardèche. Le débat nous concerne donc de près.

Lobbying politico-économique pour l'EPR

En juin 1999, le conseil régional, présidé par Anne-Marie Comparini (UDF), avait déjà massivement voté pour l'implantation du réacteur nouvelle génération sur l'un des quatre sites nucléaires régionaux. En avril 2003, la région refait le forçing auprès du gouvernement. La droite et l'extrême droite se serrent les coudes et se prononcent en faveur de l'EPR en Rhône-Alpes,'instrument de l'indépendance énergétique nationale', tandis que la gauche se divise. Le PC est pour, les Verts contre et le PS s'abstient.

La campagne des régionales démarre à peine mais la position des uns et des autres n'a pas changé. La droite est unanimement d'accord pour l'implantation de l'EPR en Rhône-Alpes, même si il était visiblement impossible de trouver la moindre ébauche de projet. Quant au programme de la gauche, Lyon Capitale le publie en exclusivité (lire page 13). Pour Jean-Jack Queyranne (PS), 'il faut se donner le temps et les moyens de la transparence et de l'expertise' et donc ne pas prendre de 'décision urgente'. Ni oui, ni non donc, mais une critique de ces réacteurs de troisième génération qui 'n'améliorent que faiblement la filière nucléaire existante et ne règlent en rien la question des déchets'. Pour l'heure, le PS préconise'd'asseoir de véritables filières économiques' pour les énergies renouvelables. Le PS a pour objectif de faire de Rhône-Alpes une 'Eco-Région qui serait exemplaire en matière d'écologie'. Si le PC acquiesse, prêchant 'une diversification des ressources énergétiques', il souligne aussi l'exigence de 'ne pas hésiter trop longtemps pour l'EPR sous peine de prendre des risques économiques et environnementaux'. Un point de vue industriel partagé par tous les milieux économiques rhonalpins qui ont récemment multiplié les actions de lobbying en faveur du nucléaire. Les Verts, eux, on le sait, sont épidermiques au concept EPR (interview de Gérard Leras dans Lyon Capitale du 29 octobre 2003).

Pour les Verts, il n'existe aucun compromis : il faut sortir du nucléaire. Comme les socialistes, finalement pas très éloignés du programme écolo, les Verts font de la "maîtrise de l'énergie" leur cheval de bataille et prônent "le déblocage de budgets conséquents pour la mise en place d'énergies renouvelables". Objectif immédiat : la construction, à laquelle Bruno Gollnish (FN) s'oppose farouchement, d'un immense parc d'éoliennes en Drôme-Ardèche. le parti écologique cite une étude de Greenpeace : "en investissant dans l'éolien la même somme que celle prévue pour l'EPR (1,5 milliards d'euros), on produirait entre 50% et 100% d'électricité en plus et on créerait trois fois plus d'emplois" (1).
Si le nucléaire reste un sujet techniquement très complexe, politiquement, il n'y a rien de plus lisible. Les formations politiques, de gauche à droite, dsont très claires.
Guillaume Lamy

(1) "Eole ou Pluton". Décembre 2003. Rapport commandité par Greenpeace à DETENTE (Débat sur l'énergie et les tensions environnementales).